

## Commentaires du Groupe « Protection Sociale » à la RAC du 1<sup>er</sup> octobre 2015

### Action prioritaire 1 :

#### Les conditions socioéconomiques des groupes vulnérables sont améliorées

Le rapportage est meilleur que l'année dernière, surtout sur le plan des statistiques et des performances mesurées. Toutefois certains aspects mériteraient d'être améliorés :

- D'une manière générale, il serait bien que le rapport fasse **référence à tous les indicateurs de résultats mentionnés dans le CMR**. Notamment au niveau du résultat prioritaire 1, il manque les informations sur le nombre de programme utilisant les données du RNU, et le Nombre de ménages ayant des activités génératrices de revenus (AGR).
- Le rapport devrait **revenir sur les difficultés ou les contre-performances** de manière plus concrète : « le retard administratif » évoqué comme raison pour n'avoir pas atteint la cible du RNU n'est pas assez explicite. Est-ce dû au manque de capacités techniques, à l'insuffisance de financements ? Etc...
- Il est intéressant d'exprimer les nombres absolus et les taux par rapport à la cible des bénéficiaires PNBSF payés. Cependant, il n'existe **pas d'informations sur l'efficience et efficacité des bourses** ni sur les bases des données gérées par la DGPSN. Le PNBSF a certes atteint 98% de la cible prévue pour 2014, mais il ne faut pas le résumer au simple transfert financier. Il semble nécessaire que le rapport mentionne les défis que le PNBSF devait encore relever fin 2014 : le suivi des conditionnalités et l'organisation de séances de sensibilisation aux ménages afin que le programme puisse atteindre ses objectifs de lutte contre l'extrême pauvreté.
- Même si à ce stade, on ne peut pas faire d'analyse en termes de résultats au niveau des changements dans les indicateurs clés comme les enregistrements, la scolarité etc... il serait **important de signifier que les systèmes de Suivi & Evaluation sont en train d'être construits**, ou en phase de test.
- Est ce que les trois indicateurs retenus dans le tableau sont les seuls qui mesurent cette action Prioritaire n°1 ? **Qu'en est-il des autres filets sociaux** (Cash, food, HIMO, AGR...)?

- §154 : comment est calculé ce **chiffre de 83,9%** ? A quoi correspond il en pratique ? Il semble amalgamer plusieurs dimensions par forcément comparables au même niveau.
- En quoi la faible implication des collectivités locales dans les cantines scolaires a-t-elle une influence sur les faibles taux de réalisation ? Ce sont des programmes de l'Etat appuyés par le PAM. **Qu'attend-on exactement des collectivités locales**, à part un rôle dans la gestion, voire dans la promotion de l'activité (financement ??) ?
- **Avec un taux de couverture par les cantines scolaire de 40%** (560.000 l'année précédente contre un objectif à 1.3 M d'enfants) il semble que la cible est trop ambitieuse, ou soit les stratégies doivent être revues. L'analyse des contraintes restent vague.

#### Action prioritaire 2 :

##### La protection sociale au secteur informel et aux groupes vulnérables est étendue

- Il est intéressant de connaître le nombre absolu d'enfants qui bénéficient des gratuites de soins. Mais il n'y a **pas d'historique, ni de taux par rapport à une cible**. Par exemple, la gratuité des soins visait 2.5 millions enfants d'ici 2017, or sur la base des chiffres présentés, actuellement seuls 1 million sont couverts ce qui signifie qu'on est encore loin **de l'objectif à atteindre**.
- Il faudrait aussi savoir quelles **qui, jusqu'ici, a bénéficié le plus des gratuités** ? Quelles catégories d'enfants et provenant de quelles familles, par exemple ? Une analyse d'incidence des gratuités serait nécessaire.
- D'une manière générale, dans cette partie, il **manque une vision des personnes réellement touchées** par rapport à l'ensemble des personnes potentiellement « à toucher », et ce, par catégorie. Combien y a-t-il d'handicapés répertoriés (idem avec les personnes âgées, les enfants, les femmes enceintes etc..) ? Quel est le taux de progression recherché ? Quels sont les facteurs de blocage potentiels ? Quels sont les coûts engagés ?
- **En ce qui concerne les personnes avec handicap**, il faut noter que sans une solution technique appropriée, l'intégration des bénéficiaires de la Carte d'égalité des chances

dans le PNBSF posera des difficultés: En effet, il est envisagé, par principe, de faire bénéficier de la Bourse Familiale tous les personnes avec handicap. Toutefois, certains d'entre eux ne répondent pas aux critères d'éligibilité soit du RNU (moins contraignants), soit du PNBSF (plus contraignants). De fait, s'il est important de faciliter l'accès à certains services pour toutes les personnes avec handicap, il serait plus logique d'offrir la possibilité à cette catégorie de se faire enquêter sur la base du RNU/PNBSF avant de leur attribuer une bourse familiale. Et par la suite, de travailler sur une solution sur le long terme d'arriver à une carte unique d'accès (**Carte d'équité**) aux transferts et aux services, en fonction des besoins individuels.

### Action prioritaire 3 :

#### La sécurité sociale des travailleurs et des retraités est renforcée

- Le reportage est surtout sur le plan des textes législatifs. Il manque des informations sur l'extension de la couverture à travers les différents régimes en place. Que-ce que a été réellement réalisé en termes d'augmentation de la couverture ?

### Autres remarques

- Sur la **première ligne** du texte (§153) portant sur la protection sociale Nous avons: "*La politique de protection sociale vise l'amélioration significative des conditions de vie des groupes vulnérables*". Il serait préférable de la compléter ainsi : "*La protection sociale vise l'amélioration significative des conditions de vie des différentes composantes de la population qui ne sont pas adéquatement protégées, en particulier les groupes vulnérables*". Ceci paraît cohérent avec le reste du texte portant sur la protection sociale, et en particulier avec l'intitulé de l'Action/Résultat prioritaire 2.
- **Dans la conclusion**, le rapport mentionne plusieurs difficultés : financement, ciblage, coordination, pilotage institutionnel, et suivi évaluation. Il y a lieu d'être légèrement plus explicite sur chacune de ces difficultés, afin que des solutions puissent être trouvées pour y répondre.
- **Globalement** sur les constats généraux, le Rapport reste timide sur les difficultés dans la finalisation de l'actualisation de la SNPS, qui est un document cadre indispensable pour la période 2016-2025. Pourquoi les retards ?

- **Observations sur les Recommandations :** Certaines recommandations ne dérivent pas de l'analyse des performances. Ce sont, par exemple, les recommandations et les activités connexes au programme d'émergence de familles productives qui va être élaboré par le MFFE pour accompagner les ménages de la BSF, l'organisation d'une session spéciale avec les partenaires sociaux (syndicats) et les principaux partenaires autour de leur rôle dans la mise en œuvre de la CMU... La liste des recommandations doit être revue pour la rendre cohérente avec les analyses des performances et des contraintes.